



H1N1 : Le contrat de la Honte

Communiqué de presse

Par [Sophie Meulemans](#), [Muriel Desclée](#), et [Marie-Rose Cavalier](#)

Mondialisation.ca, 06 mai 2010

Initiative Citoyenne 6 mai 2010

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Nations Unies](#), [Science et médecine](#)

Analyses: [Grippe H1N1](#)

Namur, le 6 mai 2010

Après des mois d'attente, le texte a enfin été dévoilé !

Il a révélé, jusqu'à l'écoeurement, de quoi les ministres et le gouvernement étaient capables : renier complètement les droits des citoyens au profit d'une industrie arrogante.

Car le contrat, tel qu'il a été signé, regorge de clauses suspectes en faveur de GSK : absence de garantie sur la livraison, l'efficacité et la sécurité des produits, décharge de responsabilité, impossibilité pour le ministre de procéder au test des vaccins, mise hors jeu des juridictions judiciaires, absence de clause de résiliation, assurance de percevoir dans tous les cas 50% minimum du paiement de départ, relecture mutuelle des communiqués de presse avant diffusion, etc...

Pour rappel, Mme Onkelinx avait pourtant dit que « le contrat n'a pas été signé à n'importe quel prix » le 17 février dernier sur la RTBF lors de l'émission Question à la Une [1].

Pour tenter, de se justifier, en vain, Mme Onkelinx a argué qu' « aucun autre état n'a obtenu de GSK des conditions plus favorables que la Belgique. » comme si l'éloge des moutons de Panurge pouvait soudain se muer en éloge du bon sens et de la bonne gouvernance !

Mme Onkelinx s'est réfugiée derrière l'OMS alors que des preuves conséquentes de sa corruption et de son inefficacité ont été publiées depuis des années dans les revues médicales les plus prestigieuses et qu'elle était parfaitement en mesure d'en prendre connaissance, bien avant la signature dudit contrat.

Elle a osé parler de « responsabilité partagée » alors que cet étrange partage ressemble plus à du « 99% contre 1% »!

Elle a dit se réjouir de l'enquête du Conseil de l'Europe alors que, par la voie de ses avocates, elle avait argué que cette même enquête ne justifiait pas que les débats soient rouverts, au cours de la procédure d'appel !

Initiative Citoyenne condamne sans réserve ce contrat de la honte qui était parfaitement évitable avec un minimum d'éthique et de bon sens comme l'a montré, non sans courage, la ministre polonaise.

De plus, nous tenons à rappeler aux citoyens que si, en tant qu'individus, ils avaient pris l'initiative de signer pareil texte aussi défavorable à autrui, eux, ils auraient été lourdement sanctionnés. Pourquoi dans ce cas, les Ministres ou un gouvernement auraient-ils droit à l'impunité ?

D'autant que ce qui est en cause ici, ce n'est rien de moins qu'une violation du Code de Nuremberg. Car, le texte contractuel le prouve, il y a bel et bien eu expérimentation à large échelle contrairement à ce que Mme Onkelinx a toujours dit : au moment où elle a signé, elle a pris la responsabilité de supporter les risques sans que les vaccins aient été complètement testés !

La signature d'un tel contrat constitue à nos yeux une trahison démocratique sans précédent qui appelle des sanctions à la hauteur. Sanctions de l'électeur mais aussi des futurs parlementaires que nous appelons à ne surtout pas entériner les mesures prises dans le cadre de la loi d'exception, en juillet prochain. Cette loi d'exception qui, rappelons-le, a surtout été adoptée pour rendre légal à posteriori des mesures qui ne l'étaient pas au départ. Une loi qu'une majorité de parlementaires ont pourtant approuvée !

Plus largement, il est à présent crucial que la population prenne conscience de l'ampleur de la tromperie dont elle a été victime : sous couvert de « santé publique » et d' « état d'urgence », on a pu ainsi faire passer dans son dos des lois aux conséquences potentiellement liberticides et signer des contrats scélérats. Il est donc temps pour tout un chacun de se positionner par rapport à cette privatisation larvée de la santé, facilitée par le Traité de Lisbonne.

La marchandisation de la santé est, à nos yeux, à dénoncer comme telle : UNE HONTE POUR LA DEMOCRATIE !

Pour Initiative Citoyenne,

Sophie Meulemans, Muriel Desclée, Marie-Rose Cavalier initiative.citoyenne@live.be - 0472/62.06.76 - 083/65.63.85

1 <http://www.youtube.com/watch?v=SbGLEm-F4pw>

La source originale de cet article est Initiative Citoyenne
Copyright © [Sophie Meulemans](#), [Muriel Desclée](#), et [Marie-Rose Cavalier](#), Initiative Citoyenne, 2010

Articles Par : [Sophie Meulemans](#), [Muriel Desclée](#), et [Marie-Rose Cavalier](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu

responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca